

Mairie de Roquecourbe Minervois

PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS

Entre

La commune de ROQUECOURBE MINERVOIS, représentée par son Maire, Madame Corinne GIACOMETTI, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 33-2020 en date du 16.07.2020, ci-après désigné « la commune »

et,

la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois, représenté par André HERNANDEZ, Président, habilité par la délibération n°123/2021 du conseil communautaire du 15.09.2021, ci-après désignée « la CCRLCM ».

PREAMBULE

VU la loi n°2022-217 du 21 février relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration (dite loi 3DS) ;

VU la loi n°2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1321-1 et suivants, L.5214-16, L.5214-21, L.5721-2, et suivants, l'article L.2224-7 du même code ;

VU la délibération DE_2025_109 du 11 juin 2025 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé à l'unanimité le transfert partiel de la compétence « eau » à la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois sur le fondement de l'article L.5211-17-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération DE_2025_174 du 01 octobre 2025 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé à l'unanimité le non-maintien du SIAEP de Roquecourbe-Montbrun au 1^{er} janvier 2026 ;

VU l'arrêté préfectoral n° MCLI-INTERCO-2025-258 du 19/09/2025 par lequel le Préfet de l'Aude a prononcé le transfert de la compétence eau à la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois par les communes de Albas, Argens Minervois, Boutenac, Camplong d'Aude, Canet d'Aude, Conilhac Corbières, Coustouge, Escales, Fabrezan, Ferrals les Corbières, Fontcouverte, Homps, Jonquières, Lagrasse, Lairière, Lanet, Luc Sur Orbieu, Montbrun des Corbières, Montsérét, Ornaisons, Quintillan, Roquecourbe Minervois, Roubia, St André de Roquelongue, Saint Couat d'Aude, St Martin des Puits, Tournissan et Tourouzelle, à compter du 1er janvier 2026 ;

VU les statuts de la CCRLCM (ci-après CCRLCM) ;

Considérant qu'à compter du 1er janvier 2026, la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois exercera la compétence « eau » sur le territoire des communes de Albas, Argens Minervois, Boutenac, Camplong d'Aude, Canet d'Aude, Conilhac Corbières, Coustouge, Escales, Fabrezan, Ferrals les Corbières, Fontcouverte, Homps, Jonquières, Lagrasse, Lairière, Lanet, Luc sur Orbieu, Montbrun des Corbières, Montsérét, Ornaisons, Quintillan, Roquecourbe Minervois, Roubia, Saint André de Roquelongue, Saint Couat d'Aude, Saint Martin des Puits, Tournissan et Tourouzelle ;

Considérant qu'en application de l'article L.5214-21 du code général des collectivités territoriales et du principe de représentation-substitution, la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois deviendra membre du Syndicat mixte ouvert RéSeau 11 en lieu et place des communes de Albas, Canet d'Aude, Coustouge, Escales, Homps, Jonquières, Ornaisons et Tourouzelle ;

Considérant qu'en application de l'article L.5214-21 du code général des collectivités territoriales et du principe de représentation-substitution, la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois deviendra membre du SIAERO en lieu et place des communes de Boutenac, Camplong d'Aude, Conilhac Corbières, Fabrezan, Ferrals les Corbières, Fontcouverte, Lagrasse, Luc sur orbieu, Montseret, Saint André de Roquelongue, Saint Couat d'Aude, Saint Pierre des Champs, Tournissan;

Considérant que la CCRLCM exercera la production et la distribution de l'eau directement sans passer par un syndicat pour les communes de : Argens Minervois, Lairière, Lanet, Montbrun des Corbières, Quintillan, Roquecourbe-Minervois, Roubia, St Martin des Puits ;

Considérant qu'en vertu des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L1321-1, des deux premiers alinéas des articles L1321-3, L1321-4, L1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée,

La commune et la CCRLCM ont décidé d'établir, conformément aux dispositions des articles L1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un procès-verbal précisant les modalités de mise à disposition des biens concernés.

Les deux collectivités ont ainsi convenu ce qui suit :

| | |
|--|----|
| PREAMBULE..... | 1 |
| ARTICLE 1 ^{er} – OBJET..... | 5 |
| ARTICLE 2 – DUREE..... | 5 |
| ARTICLE 3 – ACTIF ET PASSIF TRANSFERES..... | 5 |
| 3.1- Consistance des biens | 5 |
| 3.1.1- Ouvrages et Équipements | 5 |
| 3.1.2- Les accessoires des réseaux non transférés..... | 5 |
| 3.1.3- Les biens mobiliers | 5 |
| 3.1.4- Les clefs..... | 6 |
| 3.2-Valeur comptable des immobilisations..... | 6 |
| 3.3- Subventions d'équipement transférables..... | 6 |
| 4-Emprunts..... | 7 |
| ARTICLE 4 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION..... | 7 |
| ARTICLE 5 – CONTRATS EN COURS | 7 |
| ARTICLE 6 – REVERSEMENT DU FCTVA PAR LA COMMUNE A LA CCRLCM..... | 8 |
| ARTICLE 7 – ETAT DES RESTES A REALISER 2025 TRANSFERES A LA CCRLM..... | 8 |
| ARTICLE 8 – ETAT DES RESTES A FACTURER EN MATIERE DE ROLE D'EAU AU 31/12/2025..... | 8 |
| ARTICLE 9 – REVERSEMENT DES EXCEDENTS PAR LA COMMUNE A LA CCRLCM A L'ISSUE DE LA GESTION 2025..... | 8 |
| ARTICLE 10 – DESAFFECTATION DES BIENS | 9 |
| ARTICLE 11 - ASSURANCES | 9 |
| ARTICLE 12 – CONSTATS ET COMPTABILISATION DES TRANSFERTS | 9 |
| ARTICLE 13 - MODIFICATIONS..... | 9 |
| ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES..... | 9 |
| LES ANNEXES | 11 |
| Annexe 1 : Localisation des biens et des réseaux de distribution sur cartographie..... | 11 |
| Annexe 2 : dresse l'inventaire des biens mobiliers | 13 |
| Annexe 3 : Actifs mis à disposition par la commune à la CCRLCM..... | 14 |
| Annexe 4: Subventions transférées par la commune à la CCRLCM..... | 16 |
| Annexe 5 : Liste des contrats d'emprunt transférés | 17 |
| Annexe 6 : Ecritures comptables de la mise à disposition..... | 18 |
| Annexe 7 : Liste des contrats repris par la CCRLCM hors emprunts..... | 19 |

Annexe 8 : liste des dépenses qui doivent faire l'objet d'un reversement de FCTVA à la
CCRLCM..... 20

Annexe 9 : Etat des restes à réaliser en dépenses et recettes à reprendre par la CCRLCM
..... 21

ARTICLE 1^{er} – OBJET

Par le présent procès-verbal, la commune met à la disposition de la CCRLCM, qui l'accepte, les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au fonctionnement du service transféré dans les conditions précisées dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 – DUREE

La mise à disposition des biens visés à l'article 3 du présent procès-verbal est faite à compter du 1^{er} janvier 2026 sans limitation de durée.

ARTICLE 3 – ACTIF ET PASSIF TRANSFERES

3.1- Consistance des biens

3.1.1- Ouvrages et Équipements

| Nature | Dénomination | Parcelles cadastrales | Foncier | Date de mise en service | Equipements | Etat / observations | Télésurveillance |
|---------------|---|------------------------|---|-------------------------|--|--|------------------|
| Stockage | Réservoir communal | A88/A89 Roquecourbe | Commune de Montbrun des Corbières | 1953 | 1 cuve de 240 m3 3 surpresseurs 1 ballon anti-bélier 1 compteur | Fissures et épaufures sous l'avancée du toit ferrailages apparents sur le plafond de la chambre de vanne fissures présentes sur la paroi extérieure située dans la chambre de vanne points de corrosion sur conduites | Oui (PERAX) |
| Traitement | Désinfection au chlore liquide village | A88/A89 Roquecourbe | Commune de Montbrun des Corbières | NC | 1 pompe doseuse | Bon état | Non |
| Canalisations | Canalisation d'adduction en amont du réservoir | 605 ml | | | | | |
| Canalisations | Canalisation de distribution en aval du réservoir | 3 440 ml | | | | | |

Tous les équipements d'adduction et les réseaux de distribution enterrés et aériens nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable propriété de la commune avant le 1^{er} janvier 2026 font l'objet d'une mise à disposition de la commune à la CCRLCM.

Les équipements et réseaux entièrement affectés à l'exercice de la compétence eau potable sont identifiés dans une annexe cartographique permettant d'identifier à minima leur emplacement et leur état général (annexe 1).

3.1.2- Les accessoires des réseaux non transférés

La commune restant chargée du service public de Défense Extérieure Contre les Incendies, celle-ci conserve la propriété et la responsabilité des points d'eau d'incendie (L.2225-1 du CGCT) pouvant se trouver sur le réseau de distribution.

Il en va de même pour les potences agricoles et les aires de lavage agricole.

3.1.3- Les biens mobiliers

La Commune peut disposer de biens mobiliers destinés à l'exercice de la compétence transférée.

Ceux-ci font l'objet d'une mise à disposition de la commune vers la CCRLCM. Toutefois, les biens mobiliers devant être remplacés à compter du 1^{er} janvier 2026 seront acquis par la CCRLCM et relèveront donc de sa propriété, tout comme les achats nouveaux de biens mobiliers nécessaires à l'exécution du service public.

Les biens meubles entièrement affectés à l'exercice de la compétence eau potable sont identifiés dans l'annexe 2 permettant de déterminer a minima l'état du bien et sa date d'acquisition.

3.1.4- Les clefs

La Commune a fourni les clefs aux services de la CCRLCM.

3.2-Valeur comptable des immobilisations

L'annexe 3 dresse la liste des biens objets de la mise à disposition.

Ces biens se composent de constructions et de biens mobiliers.

Suivant les documents comptables de la commune, le montant total des immobilisations transférées détaillé en annexe 3, s'élève à :

- 456 414.99 € en valeur d'origine
- 221 508.74 € d'amortissements antérieurs
- 234 906.25 € en valeur nette comptable

Ecritures comptables de mise à disposition

| libellé | REMETTANT | | | BÉNÉFICIAIRE | | |
|----------------------------|-----------|---------|--------------|--------------|----------|--------------|
| | Débit | Crédit | Montant | Débit | Crédit | Montant |
| Mise à disposition du bien | Dt 248 | Ct 213 | 38 422,10 € | Dt 217311 | Ct 1027 | 38 422,10 € |
| Amortissement du bien | Dt 2813 | Ct 2498 | 38 422,10 € | Dt 1027 | Ct 28173 | 38 422,10 € |
| Mise à disposition du bien | Dt 248 | Ct 2156 | 83 795,00 € | Dt 217561 | Ct 1027 | 83 795,00 € |
| Amortissement du bien | Dt 28156 | Ct 2498 | 0,00 € | Dt 1027 | Ct 28175 | 0,00 € |
| Mise à disposition du bien | Dt 248 | Ct 2158 | 334 197,89 € | Dt 21758 | Ct 1027 | 334 197,89 € |
| Amortissement du bien | Dt 28158 | Ct 2498 | 183 086,64 € | Dt 1027 | Ct 28175 | 183 086,64 € |

3.3- Subventions d'équipement transférables

L'annexe 4 dresse la liste des subventions d'équipements transférables qui sont mis à disposition de la CCRLCM.

Suivant les documents comptables de la commune, le montant total des subventions transférées détaillé en annexe 4, s'élève à :

- 143 186.65 € en valeur d'origine
- 21 401.66 € d'amortissements antérieurs
- 121 784.99 € en valeur nette comptable

Afin de répartir les subventions transférables du budget M49 commun, une clé de répartition de 60 % AEP et 40 % Assainissement a été appliquée.

Ecritures comptables de mise à disposition :

| libellé | REMETTANT | | | BÉNÉFICIAIRE | | |
|---------------------------|-----------|----------|--------------|--------------|----------|--------------|
| | Débit | Crédit | Montant | Débit | Crédit | Montant |
| Transfert des subventions | Dt 1318 | Ct 2498 | 143 186,65 € | Dt 1027 | Ct 13188 | 143 186,65 € |
| Amortissement subventions | Dt 2498 | Ct 13918 | 21 401,66 € | Dt 139188 | Ct 1027 | 21 401,66 € |

4-Emprunts

0 emprunts sont associés aux biens mis à disposition.

L'annexe 5 dresse la liste des emprunts transférés.

Ecritures comptables de mise à disposition :

| libellé | REMETTANT | | | BÉNÉFICIAIRE | | |
|------------------------|-----------|---------|---------|--------------|---------|---------|
| | Débit | Crédit | Montant | Débit | Crédit | Montant |
| Transfert des emprunts | Dt 1641 | Ct 2498 | 0,00 € | Dt 1027 | Ct 1641 | 0,00 € |

ARTICLE 4 – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

Conformément à l'article L1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Ce transfert ne constitue pas un transfert en pleine propriété, mais simplement la transmission des droits et obligations du propriétaire. Dans le cadre de la mise à disposition, seul le droit d'aliéner ne peut pas être transmis à la CCRLCM.

La CCRLCM, bénéficiaire de la présente mise à disposition, assume à compter de ce transfert, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens immobiliers et autorise l'occupation des biens remis. Il en perçoit les biens et produits. Il agit en justice en lieu et place du propriétaire.

La CCRLCM bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation, ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

ARTICLE 5 – CONTRATS EN COURS

La CCRLCM se substitue dans les droits et obligations de la commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens mis à disposition, portant notamment sur

des marchés publics que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services.

En principe, il appartient à la commune d'informer ses cocontractants de la substitution conformément aux dispositions de l'article L.1321-2 du CGCT.

Si toutefois, des prélèvements automatiques d'abonnement (Electricité, téléphone...) venaient à être acquittés par la commune, elle émettra un avis des sommes à payer à l'encontre de la CCRLCM qui remboursera ces dépenses.

L'annexe 7 dresse la liste des contrats en cours hors emprunts.

ARTICLE 6 – REVERSEMENT DU FCTVA PAR LA COMMUNE A LA CCRLCM

Le FCTVA finançant les biens mis à disposition et non encore perçu au 31/12/2025 feront obligatoirement l'objet d'un reversement par la commune à la CCRLCM dès réception.

Il appartiendra à la commune d'établir le mandat de dépense au profit de la CCRLCM sur l'imputation comptable 10222 dès réception de la recette correspondante.

La commune récupère le FCTVA en année **N+1**. La liste des dépenses devant faire l'objet d'un reversement de FCTVA est présentée en annexe 8.

ARTICLE 7 – ETAT DES RESTES A REALISER 2025 TRANSFERES A LA CCRLM

L'article R2311-11 du Code Général des Collectivités Territoriales rappelle que les restes à réaliser (RAR) correspondent aux dépenses engagées non mandatées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

Dans le cadre du transfert de compétence, les restes à réaliser doivent être intégrés dans le nouveau budget annexe sur la base du présent procès-verbal.

L'annexe 9 dresse la liste des RAR à reprendre par la CCRLCM.

ARTICLE 8 – ETAT DES RESTES A FACTURER EN MATIERE DE ROLE D'EAU AU 31/12/2025

D'un commun accord entre les parties, si la commune n'a pas facturé l'utilisateur pour l'intégralité de la période entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2025, le reliquat à facturer est cédé sans compensation de recettes à la CCRLCM.

La commune fournira à la CCRLCM avant le 31/01/2026, le dernier index de relève facturé aux usagers de la commune.

ARTICLE 9 – REVERSEMENT DES EXCEDENTS PAR LA COMMUNE A LA CCRLCM A L'ISSUE DE LA GESTION 2025

D'un commun accord entre les parties, la commune s'engage à reverser l'excédent de clôture du budget annexe M49 pour la partie EAU-ASSAINISSEMENT dans le mois qui suit le vote des comptes pour l'exercice 2025 selon les écritures comptables suivantes :

| Ecritures de transfert des résultats | Fonctionnement | | Investissement | |
|--------------------------------------|---------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| | CCRLCM | Commune | CCRLCM | Commune |
| Excédent | Titre au compte 758 | Mandat au compte 658 | Titre au compte 1068 | Mandat au compte 1068 |

ARTICLE 10 – DESAFFECTATION DES BIENS

Conformément aux dispositions de l'article L1321-3 du code général des collectivités territoriales, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens, la commune recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

La CCRLCM bénéficiaire de la mise à disposition peut, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés ne faisant pas partie de son domaine public dans les conditions prévues à l'article L1321-3 du CGCT.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

La CCRLCM prendra à sa charge l'assurance « dommage aux biens » et « responsabilité civile » relative à l'ensemble des biens transférés à compter de la date du transfert. A ce titre, il se substituera à l'ensemble des responsabilités et des obligations du propriétaire. Les déclarations de sinistre seront gérées par ce dernier et les indemnités lui seront directement versées.

ARTICLE 12 – CONSTATS ET COMPTABILISATION DES TRANSFERTS

Ces mises à disposition de biens mobiliers et immobiliers relatives à la compétence eau potable sont effectives à compter du 1^{er} janvier 2026. Le présent procès-verbal est validé des deux parties suivant délibération de leur organe délibérant et signature du président de la CCRLCM et du maire..

Ces mises à disposition seront comptablement constatées, respectivement par la commune et par la CCRLCM, par opérations d'ordre non budgétaires sur l'exercice comptable 2026.

Les reversements du FCTVA et de l'excédent feront l'objet d'opérations budgétaires.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS

Toute modification des clauses du présent procès-verbal fera l'objet d'un avenant établi contradictoirement entre la Commune et la CCRLCM.

ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES

Avant tout recours contentieux et pour tout litige lié à l'application du présent procès-verbal, la Commune et la CCRLCM conviennent de saisir le représentant de l'Etat dans le département en vue d'un règlement amiable du litige.

Fait à Lézignan-Corbières, en deux exemplaires, le

Pour la CCRLCM

Pour la commune de ROQUECOURBE
MINERVOIS

Le Président,
André HERNANDEZ

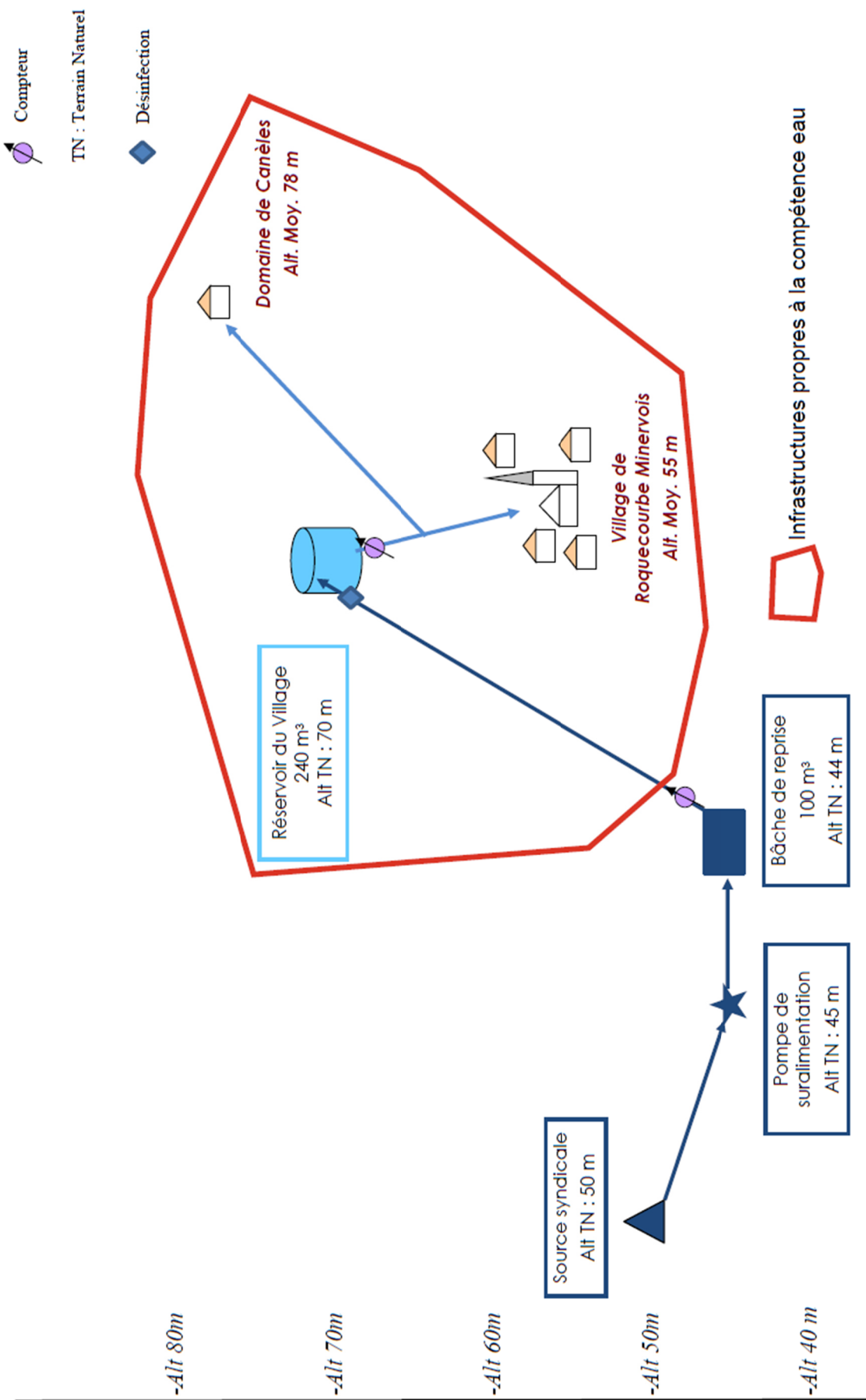
Le Maire,
Corinne GIACOMETTI

LES ANNEXES

Annexe 1 : Localisation des biens et des réseaux de distribution sur cartographie



SYNOPTIQUE DU RESEAU D'EAU POTABLE



Annexe 2 : dresse l'inventaire des biens mobiliers

| Catégorie | Identification | Année de pose / fabrication | Marque | Etat / Observations |
|------------------|---------------------------------|-----------------------------|---|--|
| Electromécanique | (1) Pompe doseuse chlore | NC | Pompe doseuse Grundfos DDE 6-10 | bon état |
| Electromécanique | (2) surpresseur x3 | P2 remplacée en 2024 | GRUNDFOS P3=CR15-4 P2=CR5-6 P1=CR16-20 | QP3=17 m3/h; Qp2=31 m3/h Puissance 4,0 kw |
| Electromécanique | (3) Ballon anti-bélier | 2012 | VAREM | Bon état 200 l |
| Electromécanique | (4) Compteur de distribution | 2019 | Itron Flostar M | Classe C, diamètre 65 A remplacer en 2034 |
| Autres | (5) Cloture / portail réservoir | NC | - | Bon état |
| Electromécanique | (6) Télésurveillance réservoir | NC | SOFREL S530 | Abonnement MTM |



Annexe 3 : Actifs mis à disposition par la commune à la CCRLCM

| Compte | N° INVENTAIRE | N° INVENTAIRE après transfert | DÉSIGNATION DU BIEN | DATE ACQUISITION | DURÉE AMORT. | VALEUR BRUTE | AMORT. ANTERIEURS | AMORT. DE L'EXERCICE | VALEUR NETTE |
|--------|------------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|----------------------|------------------|
| 213 | BAT-004 | ROQ-EAU-3 | PUITS ET POMPE | 01/01/1992 | 15 an(s) | 11 080,01 | 11 080,01 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | BAT-005 | ROQ-EAU-4 | SURPRESSEUR | 01/01/1995 | 15 an(s) | 25 615,75 | 25 615,75 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | BAT-006 | ROQ-EAU-5 | SURPRESSEUR POMPE | 01/01/1995 | 15 an(s) | 1 726,34 | 1 726,34 | 0,00 | 0,00 |
| | | | 213 Résultat | | | 38 422,10 | 38 422,10 | 0,00 | 0,00 |
| 2156 | 23-CONDUITE PRINCIPALE | ROQ-EAU-6 | T1 REMPLCT RESEAU EP | 06/09/2022 | 50 an(s) | 83 795,00 | 0,00 | 0,00 | 83 795,00 |
| | | | 2156 Résultat | | | 83 795,00 | 0,00 | 0,00 | 83 795,00 |
| 2158 | SCHEMA DIRECTEUR 02 | ROQ-EAU-2 | SCHEMA DIRECTEUR AEP | 26/02/2019 | 40 an(s) | 14 183,00 | 0,00 | 0,00 | 14 183,00 |
| 2158 | MAT-001 | ROQ-EAU-7 | SURPRESSEUR | 01/01/2005 | 15 an(s) | 4 662,01 | 4 662,01 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | MAT-003 | ROQ-EAU-8 | POMPES JAVEL | 01/01/2003 | 15 an(s) | 959,19 | 959,19 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | MAT-004 | ROQ-EAU-9 | POMPES JETLY | 01/01/2004 | 15 an(s) | 5 758,74 | 5 758,74 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | MAT-005 | ROQ-EAU-10 | ROBINETS CHATEAU EAU | 01/01/1999 | 15 an(s) | 1 566,43 | 1 566,43 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | MAT-006 | ROQ-EAU-11 | COMPTEURS | 01/01/2004 | 15 an(s) | 3 093,44 | 3 093,44 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | MAT-008 | ROQ-EAU-12 | MOTO-REDUCTEUR | 31/12/2006 | 15 an(s) | 1 838,25 | 1 838,25 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | MAT-010 | ROQ-EAU-13 | ARMOIRE STATION POMPAGE | 10/10/2007 | 15 an(s) | 2 374,06 | 2 374,06 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | MAT-019 | ROQ-EAU-14 | BALLON RESERVOIR + DOSEUR | 01/10/2012 | 15 an(s) | 1 124,22 | 740,00 | 74,00 | 310,22 |
| 2158 | MAT-022 | ROQ-EAU-15 | POMPE ALIMENTATION VILLAGE | 24/04/2015 | 15 an(s) | 4 477,77 | 2 683,00 | 298,00 | 1 496,77 |
| 2158 | RES-001 | ROQ-EAU-16 | RES EAU POT CANALES | 01/01/2005 | 40 an(s) | 120 630,95 | 57 294,77 | 3 015,00 | 60 321,18 |
| 2158 | RES-002 | ROQ-EAU-17 | ACQUEDUC | 01/01/1962 | 40 an(s) | 801,60 | 801,60 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | RES-003 | ROQ-EAU-18 | RESEAU | 01/01/1961 | 40 an(s) | 39 003,85 | 39 003,85 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | RES-005 | ROQ-EAU-19 | AEP | 01/01/1960 | 40 an(s) | 938,38 | 938,38 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | RES-007 | ROQ-EAU-20 | AMENAG ESP VERTS (RES AEP) | 31/12/2006 | 40 an(s) | 849,16 | 379,00 | 21,00 | 449,16 |
| 2158 | RES-008 | ROQ-EAU-21 | ETUDE DIAGNOSTIC RESEAUX | 10/06/2008 | 5 an(s) | 3 432,29 | 3 432,29 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | RES-009 | ROQ-EAU-22 | BRANCHEMENTS PLOMB | 28/01/2008 | 40 an(s) | 84 276,35 | 30 524,63 | 2 106,00 | 51 645,72 |
| 2158 | RES-012 | ROQ-EAU-23 | ADDUCTION EAU POT | 06/08/2008 | 40 an(s) | 21 565,00 | 8 624,00 | 539,00 | 14 402,00 |
| 2158 | RES-016 | ROQ-EAU-24 | LAVOIR-ALIMENTATION EAU+VIDANGE | 18/07/2011 | 15 an(s) | 6 012,96 | 5 205,00 | 400,00 | 37,96 |
| 2158 | RES-017 | ROQ-EAU-25 | REFECTION BCHMT EP MAIRIE | 26/04/2012 | 15 an(s) | 1 868,00 | 1 492,00 | 124,00 | 252,00 |
| 2158 | 2024-POMPE CHLORE | ROQ-EAU-26 | POMPE CHLORE | 08/08/2024 | 5 an(s) | 377,67 | 0,00 | 75,00 | 302,67 |

Envoyé en préfecture le 26/02/2026

Reçu en préfecture le 26/02/2026

Publié le

ID : 011-200035863-20260225-DE-2026_51-DE





| Compte | N° INVENTAIRE | N° INVENTAIRE après transfert | DÉSIGNATION DU BIEN | DATE ACQUISITION | DURÉE AMORT. | VALEUR BRUTE | AMORT. ANTERIEURS | AMORT. DE L'EXERCICE | VALEUR NETTE |
|-------------|---------------------------|-------------------------------|--------------------------------|------------------|--------------|-------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
| 2158 | 21-CHATEAU D EAU | ROQ-EAU-27 | FACT 20000649 | 24/08/2020 | 5 an(s) | 424,80 | 336,00 | 84,00 | 4,80 |
| 2158 | 21-MOTOREDUCTEUR | ROQ-EAU-28 | MOTOREDUCTEUR NORD | 10/02/2022 | 15 an(s) | 1 233,00 | 164,00 | 82,00 | 987,00 |
| 2158 | 21-POMPES GRUNFOS | ROQ-EAU-29 | POMPES GRUNDFOS CR5-6 + CR15-4 | 27/09/2021 | 15 an(s) | 3 216,61 | 642,00 | 214,00 | 2 360,61 |
| 2158 | 21-SCHEMA DIRECTEUR | ROQ-EAU-30 | POMPE SCHEMA DIRECTEUR | 20/05/2019 | 15 an(s) | 8 291,45 | 2 744,00 | 552,00 | 4 995,45 |
| 2158 | 22-RACCORDEMENT EP-EU DIG | ROQ-EAU-31 | RACCORDEMENT EP-EU DIGANGI | 22/06/2022 | 15 an(s) | 1 238,71 | 164,00 | 82,00 | 992,71 |
| | | | 2158 Résultat | | | 334 197,89 | 175 420,64 | 7 666,00 | 151 111,25 |
| Grand Somme | | | | | | 456 414,99 | 213 842,74 | 7 666,00 | 234 906,25 |

Annexe 4: Subventions transférées par la commune à la CCRLCM

Application d'une clé de répartition 60 % AEP - 40 % AssT

| COMPTE | N° INVENTAIRE | DESIGNATION DU BIEN | DATE ACQUISITION | DUREE AMORT. | VALEUR BRUTE | AMORT. au 31/12/2025 | VALEUR NETTE |
|----------------|----------------|------------------------------------|------------------|--------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| 1318 | ROQ-EAU-1-subv | Autres subvention d'équipement AEP | 01/01/2021 | 30 | 143 186,65 € | 21 401,66 € | 121 784,99 € |
| | | total 1318 : | | | 143 186,65 € | 21 401,66 € | 121 784,99 € |
| Total : | | | | | 143 186,65 € | 21 401,66 € | 121 784,99 € |

Annexe 5 : Liste des contrats d'emprunt transférés

Aucun emprunt à transférer sur ce budget.

Annexe 6 : Ecritures comptables de la mise à disposition

| libellé | REMETTANT | | | BÉNÉFICIAIRE | | |
|----------------------------|-----------|----------|--------------|--------------|----------|--------------|
| | Débit | Crédit | Montant | Débit | Crédit | Montant |
| Mise à disposition du bien | Dt 248 | Ct 213 | 38 422,10 € | Dt 217311 | Ct 1027 | 38 422,10 € |
| Amortissement du bien | Dt 2813 | Ct 2498 | 38 422,10 € | Dt 1027 | Ct 28173 | 38 422,10 € |
| Mise à disposition du bien | Dt 248 | Ct 2156 | 83 795,00 € | Dt 217561 | Ct 1027 | 83 795,00 € |
| Amortissement du bien | Dt 28156 | Ct 2498 | 0,00 € | Dt 1027 | Ct 28175 | 0,00 € |
| Mise à disposition du bien | Dt 248 | Ct 2158 | 334 197,89 € | Dt 21758 | Ct 1027 | 334 197,89 € |
| Amortissement du bien | Dt 28158 | Ct 2498 | 183 086,64 € | Dt 1027 | Ct 28175 | 183 086,64 € |
| Transfert des subventions | Dt 1318 | Ct 2498 | 143 186,65 € | Dt 1027 | Ct 13188 | 143 186,65 € |
| Amortissement subventions | Dt 2498 | Ct 13918 | 21 401,66 € | Dt 139188 | Ct 1027 | 21 401,66 € |
| Transfert des emprunts | Dt 1641 | Ct 2498 | 0,00 € | Dt 1027 | Ct 1641 | 0,00 € |

Annexe 7 : Liste des contrats repris par la CCRLCM hors emprunts

- Aucun contrat à transférer sur ce budget.

Annexe 8 : liste des dépenses qui doivent faire l'objet d'un reversement de FCTVA à la CCRLCM

- Annexe non complétée, les déclarations sont établies fin du premier trimestre 2026
- La commune se chargera de transmettre le document ultérieurement

Envoyé en préfecture le 26/02/2026

Reçu en préfecture le 26/02/2026

Publié le

ID : 011-200035863-20260225-DE_2026__51-DE



Annexe 9 : Etat des restes à réaliser en dépenses et recettes à reprendre par la CCRLCM

ETAT DES RESTES A REALISER

Etat des recettes d'investissement engagées non titrées au 31/12/2025

| N° d'opération Chapitre Article | Objet de la recette | Justificatifs | Montant de la recette | Versements perçus au 31/12/2025 | Montant restant à percevoir | Montant des RAR à transférer |
|------------------------------------|---------------------|---------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| ETAT NEANT | | | | | | |
| Total : | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Résultat RAR | 0,00 |

Fait à Mairie de Roquecourbe-Minervois
Le 08/12/2025

Corinne Giacometti, Maire



